

Avant-propos

Mélanie CLÉMENT-FONTAINE

Professeure des universités de droit privé, Université Paris-Saclay, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, DANTE, Versailles, France

Gaële GIDROL-MISTRAL

Professeure des universités de droit privé, Université du Québec à Montréal, GRDP, Montréal, Québec, Canada

La présente *Encyclopédie des communautés et pratiques communautaires. Extraits choisis – Édition 2025*, porte sur des phénomènes et des problématiques dont l’importance ne cesse de croître dans tous les aspects de la vie en société.

À titre d’illustration, on note que le savoir trouve parfois sa source dans des objets communautaires tels que l’encyclopédie Wikipédia, que le logement est mutualisé sous la forme d’habitats participatifs, ou encore que l’organisation communautaire s’émancipe des formes habituelles de représentation. Ainsi, le mouvement des Gilets jaunes, apparu en France en 2018, s’est déployé hors des structures syndicales officielles et la société civile, face à l’inaction climatique des États, s’est saisie de questions environnementales, notamment par le truchement de contentieux stratégiques. Les exemples sont légion et témoignent de la place grandissante prises par les pratiques communautaires. S’inscrivant dans l’engouement actuel pour les « communs » et la défiance envers l’action étatique, cette croissance des formes organisationnelles décentralisées s’explique également par l’environnement numérique et les formes inédites d’organisation mutualisée qu’il rend possible.

Toutes ces organisations rencontrent des défis similaires quant à la mise en partage équitable des ressources, la prise de décisions collaboratives et le maintien de la pérennité du projet. C’est pourquoi, il est aujourd’hui utile de recenser ces pratiques communautaires et d’en proposer l’analyse afin de non seulement mieux comprendre leur fonctionnement mais aussi d’offrir une synthèse à même d’inspirer de nouveaux projets.

La publication de l'*Encyclopédie des communautés et pratiques communautaires. Extraits choisis – Édition 2025*, préfigure la publication d'une version enrichie sur la plateforme d'édition en accès ouvert de l'Université Paris-Saclay.

La démarche adoptée a pour vocation de répondre aux attentes des pouvoirs publics qui s'interrogent sur ces diverses pratiques collaboratives, des acteurs du milieu communautaire qui cherchent à parfaire leur fonctionnement, et du milieu académique en quête d'une référence synthétique du domaine.

L'originalité de ce travail collectif tient à la fois à la méthodologie retenue, à son caractère pluridisciplinaire et à son organisation encyclopédique.

La méthodologie adoptée consiste à conceptualiser la notion de communauté. La définition et les critères retenus au terme de ce processus sont proposés aux auteurs et autrices¹ comme un postulat qu'il convient de discuter à l'aune des pratiques et des théories, des cultures et du droit, d'ici et d'ailleurs, d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

L'approche pluridisciplinaire révèle combien les organisations communautaires sont une composante inhérente à la vie en société dans tous ses aspects essentiels, que ce soit à propos de l'habitat, du partage des ressources, de l'écologie, du travail, de l'éducation... dont rendent compte les études en sociologie, économie, gestion ou encore en technologie. Dans ce contexte, le droit n'est qu'un outil parmi d'autres dont l'objet devrait rendre possible et pérenne ces formes d'organisation sociale.

Le choix de la forme encyclopédique est motivé par le souhait d'offrir un corpus doctrinal contenant à la fois des analyses savantes mais aussi des réponses pratiques sur les communautés et les pratiques communautaires.

En somme, l'*Encyclopédie des communautés et pratiques communautaires. Extraits choisis – Édition 2025*, repose sur l'étude d'organisations qui se fédèrent autour d'un intérêt communautaire ou d'une ressource en renversant la perspective des « communs » afin de proposer une approche organique, technique mais aussi théorique. Si les communautés et pratiques communautaires intéressent particulièrement le droit, les enjeux soulevés appellent également une approche transdisciplinaire et interculturelle qui seule permet de nourrir pleinement les débats sur la crise de la représentation sociale.

1. Voir la notice « La notion de communauté : postulat de départ à l'épreuve de la critique ».